

Irak, Kurdistan irakien et Turquie : Energie et réconciliation

Après les accords énergétiques avec la région du Kurdistan irakien (RKI), la Turquie s'est efforcée de rassurer le gouvernement fédéral de l'Irak et, indirectement, les Etats-Unis. Le ministre turc de l'Energie, M. Taner Yildiz, et ses collègues n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de convaincre Bagdad des bonnes intentions de leur pays. Les accords avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) sont à finaliser, explique-t-on à Ankara où l'on ajoute que l'approbation du niveau fédéral serait très souhaitable et qu'une coopération tripartite serait fort utile pour les trois parties. M. Yildiz a souligné que son pays poussait Bagdad et Erbil à s'entendre et a fait part de son optimisme à cet égard. Un accord entre le gouvernement irakien et le GRK sur les exportations pétrolières à partir de la RKI pourrait être annoncé en décembre, a-t-il estimé. Les accords que la Turquie a conclus avec le gouvernement fédéral et avec le GRK pourraient faciliter le rapprochement tant attendu entre Bagdad et Erbil. De leur côté, le ministre irakien du Pétrole, M. Abdul Kareem Luaibi, et le GRK ont eux aussi exprimé un certain optimisme sur ce sujet.

Le GRK et la Turquie ont confirmé au début décembre leurs accords qui sont le résultat de plusieurs mois de négociations. Ils portent sur l'exportation de brut produit dans la RKI via la Turquie [grâce à un lien avec l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan ; le ministre des Ressources naturelles du GRK, M. Ashti Hawrami, a indiqué que la construction de l'oléoduc d'exportation desservant le champ de Taq Taq était achevée. Il devrait permettre de transporter 350 000 barils par jour en 2014], sur la possible construction d'un nouvel oléoduc et d'un gazoduc entre la RKI et la Turquie, sur des importations par la Turquie de pétrole et de gaz extraits en RKI, sur le dépôt des paiements pour le pétrole de la RKI sur un compte séquestre dans une banque d'Etat turque [les sociétés pétrolières productrices en RKI seraient rémunérées et le solde serait conservé en Turquie dans l'attente d'un accord entre Bagdad et Erbil. Le GRK a indiqué qu'il était prêt à reverser 83% de ce solde au niveau fédéral, les 17% restants correspondant à sa part des revenus pétroliers de l'ensemble de l'Irak du fait de la part de la population de la RKI dans la population irakienne, comme le prévoit la constitution] et sur l'entrée de la Turkish Energy Company sur 13 permis d'exploration dans la RKI. Les importations de gaz de la RKI pourraient commencer dès 2017 et un volume pouvant atteindre 20 milliards de mètres cubes par an a été évoqué. Le prix du gaz serait manifestement fort intéressant pour la Turquie.

Annoncés à la fin novembre par les médias alors que les deux parties ne les avaient pas encore rendus publics du fait de leur caractère politiquement délicat, ces accords ont quelque peu inquiété Washington, qui, tout en ayant d'excellentes relations avec la Turquie et avec le GRK, entend ménager Bagdad et qui redoute que la volonté des dirigeants kurdes irakiens d'aller toujours plus loin sur la voie de l'"autonomie" n'accroisse les tensions internes à l'Irak qui n'en a pas vraiment besoin. Si le GRK ne manque pas une occasion de souligner qu'il entend continuer à se conformer à la constitution irakienne, beaucoup estiment que cette autonomie ressemble étrangement à une indépendance de facto et que la mise en œuvre, au cours des prochaines années, des accords avec la Turquie pourraient contribuer à précipiter une situation qui placerait le gouvernement irakien dans une position très difficile. Les Etats-Unis s'efforcent par ailleurs de rapprocher Ankara et Bagdad [la Turquie n'est pas en très bons termes avec le pouvoir chiite de M. Nouri al-Maliki et soutient quasi ouvertement certains de ses opposants sunnites] et la diplomatie américaine semble avoir enregistré des succès dans ce domaine mais ces pas en avant seraient menacés par des accords énergétiques

d'une telle importance entre la Turquie et le GRK si le niveau fédéral n'était pas davantage impliqué. Bagdad n'est pas resté inactif et a fait miroiter à Ankara la possibilité d'exportations pétrolières grâce à l'accroissement de la capacité de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan. Pièce incontournable et indispensable de l'échiquier régional, la Turquie se trouve ainsi fort courtisée, ce qui n'est pas pour lui déplaire.

Le ministre irakien du Pétrole estime que son pays pourrait exporter 3,4 millions de barils par jour de pétrole en 2014, dont 400 000 b/j provenant de la RKI. En novembre 2013, ces exportations étaient de 2 381 000 b/j, selon le ministère du Pétrole. Le GRK se dit prêt à accueillir des observateurs internationaux et des représentants de l'Etat irakien pour prouver au monde entier - mais surtout à Bagdad - que les exportations de brut produit en RKI sont entourées de la plus parfaite transparence et que l'Etat fédéral percevra bien la part des revenus prévue par la constitution.

Bagdad et Erbil arriveront-ils à conclure une paix des braves au cours des prochaines semaines ? Ce serait une bonne surprise même si l'historique de leurs relations depuis plusieurs années n'incline pas spontanément à l'optimisme. Les deux parties y ont certainement intérêt sur les plans énergétique et économique mais ce constat n'est pas nouveau. Les pressions et conseils émanant tant des Etats-Unis que de la Turquie pour que les deux parties enterrent la hache de guerre pétrolière ne datent pas d'hier non plus mais elles se font plus intenses. Le rapprochement avec la Turquie, qui est d'une importance stratégique pour l'Irak, peut également aider à une réconciliation. De plus, les dirigeants irakiens sont sans doute très conscients que, s'ils décidaient de s'opposer mordicus aux accords entre le GRK et Ankara, la Turquie pourrait passer outre, à l'issue sans doute d'un délai de décence politique. Pour un pays très préoccupé par la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques, le coût de ceux-ci et les intérêts de ses entreprises pétrolières et gazières [ainsi que des firmes turques dans l'ingénierie, la construction et les services] à l'étranger, l'attrait des réserves d'hydrocarbures de la RKI est considérable. Comme le disait Oscar Wilde, "je peux résister à tout, sauf à la tentation".

Francis Perrin